

POUR UN 1^{ER} MAI REVENDICATIF !



Union
syndicale
Solidaires

Ce 1^{er} mai 2012 est particulier cette année. Situé entre les 2 tours des élections Présidentielles, il va être l'occasion, pour les salariés, les retraités et les privés d'emplois, d'exprimer leurs attentes sociales en participant aux manifestations du 1^{er} mai.

Que ce soit au niveau de l'emploi : En cette période électorale, le Gouvernement cherche à cacher le bilan désastreux du quinquennat en matière d'emploi.

Avec un taux de chômage de **10%**, **5 millions** de personnes inscrites à Pôle emploi (*soit un actif sur six*) et **3 millions** de salariés précaires (*huit embauches sur dix sont en CDD*).

En **5 ans** l'industrie a perdu **300.000 emplois** et près d'un **millier d'usines ont fermé** leur porte ces trois dernières années. Dans notre département, les menaces qui pèsent dans le secteur de l'automobile (*Renault Sandouville*), le raffinage (*Petroplus*), l'avenir de Legrand Normandie, de Paris Normandie et de bien d'autres entreprises du secteur privé et public, confirment cette situation.

Que ce soit au niveau des salaires : Malgré un PIB de **1.995 milliards** en 2011 (*richesses produites*), les salariés doivent se contenter de miettes pendant que les actionnaires se partagent la galette.

Il faut savoir que les entreprises du CAC 40 (cotées en bourse) ont réalisé 74 milliards d'euros de bénéfices en 2011. Selon les estimations du cabinet Ricol Lasteryrie, quelques 35,8 milliards devraient être versés sous forme de dividendes aux actionnaires.

Que ce soit au niveau des conditions de travail : Les conditions de travail continuent de se dégrader. Le symptôme le plus extrême de ce mal-être, sont les suicides de plus en plus fréquents. Selon l'organisme d'études du ministère du Travail, la Dares, **59 %** des salariés français ont déclaré subir des cadences très élevées, contre **50 %** en 2005 et **39 %** en 1991. **Cette pression est d'ailleurs plus accentuée en France qu'ailleurs.**

Le tertiaire non plus n'est pas épargné : le développement des centres d'appels téléphoniques, où la relation avec le client est standardisée à l'extrême, illustre bien la logique d'industrialisation à l'œuvre dans les services.

Que ce soit au niveau de notre protection sociale : **La loi sur la TVA sociale** est une arnaque de grande envergure visant à faire financer la protection sociale non plus par les entreprises mais par les consommateurs.

Votée à l'assemblée nationale, par les groupes UMP et du Nouveau centre, elle devrait s'appliquer au 1er octobre prochain.

Nicolas Sarkozy a ainsi commencé son quinquennat par des cadeaux fiscaux aux plus fortunés, pour le terminer par des hausses de taxe qui vont toucher tous les Français.

Les organisations syndicales signataires souhaitent vivement qu'un grand débat national soit lancé sur cette question afin de préserver et de développer notre système de protection sociale.

**Le 1^{er} mai
faisons-nous
entendre**

**LE
HAVRE**

**10h30
Rond-Point**

**(Face agence
de voyage)**

Parcours :

**Maréchal
JOFFRE**



René COTY



**Hôtel de
Ville**

Que ce soit au niveau des services publics : La mise en place de la **RGPP** (*Révision Générale des Politiques Publiques*) sous l'impulsion du Président de la République, en juin 2007 (**150.000 postes de fonctionnaires d'Etat ont été supprimés. Une attaque sans précédent contre les services publics, dont certains sont passés dans les mains du privé**).

Cette réforme est tout simplement une opération comptable pour réduire les dépenses publiques afin de favoriser les plus riches (*Bouclier fiscal, baisse de l'ISF, exonérations des entreprises, etc...*)

Les conséquences qui résultent d'une telle politique sont désastreuses, cela va à l'encontre de l'intérêt général, (**84% des maires des petites villes jugent négativement la RGPP** qui devait permettre à tous citoyens, quel que soit son revenu, sa profession, d'avoir accès aux services publics (*Santé, Education, Transport, etc...*)).

La lutte actuelle, contre les fermetures d'écoles et du manque d'enseignants en est l'illustration (**70 000 postes d'enseignants ont été supprimés depuis 2007 et 1 500 classes ont été fermées, en 2011**).

En cette période électorale, n'oublions pas le patronat

Il se veut discret, on le comprend... **Le patronat veut la peau du contrat de travail !** Des négociations nationales se tiennent actuellement et les employeurs proposent un texte qui permettrait de baisser les salaires et faire varier la durée du travail par accord d'entreprise. Concrètement, ce projet d'accord permettrait aux employeurs de modifier des éléments fondamentaux du contrat de travail.

Solidarité Internationale :

Quel que soit par ailleurs le résultat des élections en France, une grande partie des attaques menées par le patronat s'organise à l'échelle de l'Europe. Les plans d'austérité dont sont victimes les peuples grecs, espagnols, portugais (...) sont des attaques contre tous les peuples européens.

Les luttes actuelles menées dans les différents pays doivent s'amplifier et se coordonner dans les mois qui viennent.

Manifestons également, pour la paix dans le monde :

La paix n'est pas seulement l'absence de guerre. Une paix durable est la condition préalable de l'exercice de tous les droits et devoirs de l'être humain pour prévenir ou régler les conflits.

Au-delà de l'échéance électorale, restons mobilisés, soyons actifs syndicalement, pour battre la droite et l'extrême droite et faire front aux tenants de la finance.